

LUIZA BIALASIEWICZ

*Le moment géopolitique européen :
penser la souveraineté stratégique*

La terminologie de la géopolitique classique semble avoir fait un retour en force ces deux dernières années, précédant même la pandémie de Covid-19. Le monde est redevenu dangereux et seul le lexique du danger semble adapté à son apprivoisement. Comme l'a laissé entendre le haut représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Josep Borrell, dans son appel à l'élaboration d'une « boussole stratégique » pour l'Union européenne, « toutes les menaces auxquelles nous sommes confrontés s'intensifient et la capacité des États membres à y faire face est insuffisante et en déclin¹ ». Mais est-ce bien le cas ? Et, plus important encore pour les objectifs du présent volume, est-ce par le biais d'un imaginaire dépassé de la géopolitique que l'Union peut relever les défis d'aujourd'hui et de demain ?

Le vocabulaire du pouvoir que l'on fait revivre aujourd'hui pour imaginer le rôle de l'Union dans ce monde dangereux repose en grande partie sur un imaginaire centré sur l'État.

1. Josep Borrell, *Foreword, A Strategic Compass to Make Europe a Security Provider*, EEAS, novembre 2021.

La popularité croissante de la notion de « souveraineté stratégique », jusque dans le programme de la nouvelle coalition au pouvoir en Allemagne, témoigne de ce renouveau. Mais dans quelle mesure cette terminologie – et ce qu'elle implique en termes de fonctionnement du pouvoir – est-elle réellement pertinente pour envisager les défis auxquels l'Europe et le monde sont confrontés ? Cette vision peut-elle vraiment guider l'action de l'Union et la faire réussir ?

Les nouvelles visions géopolitiques émergent souvent dans des moments que Gearóid Ó Tuathail qualifie de « vertige géopolitique¹ » : des moments de transformation et de changement rapides au niveau mondial, qui peuvent aider à mettre de l'ordre dans un monde en mutation rapide. C'est dans ces moments qu'on peut identifier les bons et les méchants ainsi que les dynamiques sous-jacentes supposées qui font fonctionner le système international. « Notre » place dans le monde et la manière dont « nous » pouvons répondre au mieux à ses défis se précisent également au milieu de ces visions géopolitiques qui sont donc de puissantes métaphores pour l'organisation de l'action, de puissants « géo-graphes », comme les appelle Ó Tuathail, à la fois une description du monde « tel qu'il est » et une prescription sur la façon de « le rendre meilleur », ou du moins conforme à nos intérêts.

Dans le « vertige » de la pandémie, mais aussi d'une foule d'autres menaces auxquelles le continent a été confronté ces dernières années, le besoin de donner un sens au monde en mutation et au rôle de l'Union est compréhensible. Se replier sur le langage de la géopoli-

1. Gearóid Ó Tuathail, *Critical Geopolitics : The Politics of Writing Global Space*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1996.

tique des XIX^e et XX^e siècles, toutefois, ne l'est pas : à la fois parce que ce langage et les géographies du pouvoir qu'il sous-tend sont inadaptés à l'avenir de l'Europe, mais aussi parce qu'il semble oublier le passé de l'Europe.

DOMESTIQUER LES AFFAIRES DU MONDE :
LES PRÉMICES DE L'IMAGINAIRE
GÉOPOLITIQUE EUROPÉEN

Bien que l'utilisation explicite de la terminologie géopolitique puisse sembler être une nouveauté dans le langage des dirigeants et des institutions européens¹, les imaginaires géopolitiques de l'« Europe dans le monde » n'ont rien de nouveau. Leur histoire est longue et elle est fermement liée à celle de l'intégration européenne.

Comme l'a fait valoir le sociologue norvégien et fondateur de la discipline des études sur la paix et les conflits, Johan Galtung, dans son texte fondateur de 1973, *The European Community : A Superpower in the Making*, le marché commun était, dès le départ, « bien plus qu'un marché ». Le premier élargissement des Communautés européennes au Danemark, à l'Irlande et, surtout, au Royaume-Uni n'était, selon Galtung, rien d'autre qu'un projet de création d'empire : « Prenez cinq empires brisés, ajoutez-en un sixième plus tard [la Grande-Bretagne], et faites-en un grand empire néocolonial². » Galtung était

W /

Bon au pluriel ?
Ne s'agit-il pas
de la CEE ?

1. Florian Louis, « Quatre problèmes géopolitiques de la Commission géopolitique », *le Grand Continent*, 2020

2. Johan Galtung, *The European Community : A Superpower in the Making*, Oslo, Universitetsforlaget, 1973, p. 16.

en effet sceptique quant à la capacité des pays européens à surmonter leur passé impérial et à ne pas simplement essayer de transférer leurs ambitions de domination mondiale continue à la polarité européenne naissante.

Les relations avec les anciennes colonies, principalement en Afrique, ont en effet constitué une motivation essentielle pour l'inclusion de relations extérieures collectives dès le début du processus d'intégration européenne. À cet égard, le traité de Rome (1957) comportait déjà des clauses exigeant des autres membres de la CEE qu'ils contribuent aux dispositions financières en faveur des anciennes colonies. Comme le notent Peo Hansen et Stefan Jonsson dans leur livre *Eurafrica : The Untold History of European Integration and Colonialism*, la poursuite des relations de l'Europe avec l'Afrique était une question ~~clé~~ dès les premiers efforts d'intégration. Ils rapportent, entre autres épisodes, un échange entre Jean Monnet et Robert Schuman suggérant que la France apporte l'Afrique en « dotation à l'Europe¹ ». L'élaboration de ce qui allait devenir la politique européenne de développement était donc fermement liée à l'élaboration de nouvelles relations structurelles entre les ex-colonies et l'Europe comme moyen de maintenir une influence continue. Un an seulement après le traité de Rome, le premier Fonds européen de développement (European Development Fund) fut signé. Il s'agissait de la première tentative de « communautarisation » de l'aide au développement, qui a préparé le terrain aux conventions de Yaoundé, Lomé et Cotonou. C'est également par le biais d'une approche collective du développement

é |

1. Peo Hansen et Stefan Jonsson, *Eurafrica : The Untold History of European Integration and Colonialism*, Londres, Bloomsbury, 2014.

que la Commission européenne a commencé à établir son premier réseau de délégations, à travers les premiers contrôleurs du Fonds envoyés dans les anciennes colonies européennes principalement.

La manière dont la politique de développement a été liée au processus d'intégration européenne confirme ce que Galtung considérait comme des tentations impériales européennes permanentes, lui qui voyait toutefois dans l'expérience européenne une tentative unique de s'opposer aux pratiques impériales des États-Unis : un modèle de « comment un groupe de pays peut se défendre efficacement contre l'agression économique d'un géant¹ ». Et c'est précisément cette question – à savoir si et comment la Communauté européenne naissante pouvait fournir un modèle différent pour l'exercice du pouvoir, et un contrepied aux États-Unis – qui a retenu l'attention d'autres responsables européens à l'époque. Le plus important d'entre eux, certainement par son influence sur la formation des imaginaires géopolitiques européens ultérieurs, était François Duchêne, qui a été associé à la notion d'Europe comme « puissance civile » (*civilian power*).

Contrairement à Galtung, Duchêne était moins préoccupé par le spectre d'une Europe néo-impériale susceptible de devenir trop puissante. Sa motivation provenait plutôt d'un rejet de l'architecture de superpuissance de la guerre froide et de l'objectif de faire de l'Europe une « meilleure » alternative. Les écrits de Duchêne sont nés à un moment de transition géopolitique et géoéconomique important : le début de la décennie 1970 qui a vu non seulement l'adhésion de nouveaux États à la Communauté

1. J. Galtung, *The European Community*, *op. cit.*, p. 59.

économique européenne mais aussi la fin du système financier de Bretton Woods, la crise pétrolière de 1973 et la guerre du Vietnam marquant le début de l'affaiblissement de l'hégémonie américaine. Ce sont également les années marquées par la reprise en flèche des économies d'Europe occidentale – les Trente Glorieuses en France, le *Wirtschaftswunder* en Allemagne, le *Miracolo economico* en Italie – qui témoignent du succès de l'Europe, du moins en tant que modèle politico-économique.

L'idée maîtresse de Duchêne était d'étendre ce modèle – un système d'organisation politico-économique caractérisé par une coopération « civilianisée », une interdépendance et un État de droit commun – au-delà des frontières de l'Europe, pour guider les relations non seulement entre les États membres de la Communauté, mais aussi entre ceux-ci et des pays tiers¹. Les relations internationales devaient être « domestiquées ». En d'autres termes, le mode d'élaboration des politiques et de gestion des conflits au sein de l'Europe devait être transposé aux interactions mondiales². Selon lui, la menace réelle d'un conflit nucléaire entre les superpuissances rendait plus pressante la nécessité d'une « civilianisation » et d'une « domestication » des relations. L'Europe devrait rejeter la puissance militaire, affirmait-il, comme moyen principal de mener sa politique internationale. Au lieu de cela, le

1. François Duchêne, « The European Community and the Uncertainties of Interdependence », in M. Kohnstamm and W. Hager (eds.), *A Nation Writ Large? Foreign Policy Problems before the European Community*, Basingstoke, Macmillan, 1973, p. 1-21.

2. François Duchêne, « Europe's Role in World Peace », in R. Mayne (ed.), *Europe Tomorrow. Sixteen Europeans Look Ahead*, Londres Fontana/Collins, 1972, p. 32-47.

et H é/ G/
é/

« modèle européen » devrait mettre l'accent sur un engagement en faveur de « valeurs sociales telles que l'égalité, la justice et le respect des autres » et « inclure les pays les plus pauvres¹ ».

Il a fallu plusieurs décennies – et de profondes transformations tant dans le projet d'intégration européenne que dans la géopolitique mondiale – pour que la notion de « puissance civile européenne » fasse son retour. Substantiellement influencé par les idées de Duchêne, Ian Manners développe au début des années 2000 la notion d'une Europe comme « puissance normative² ». Situés après une décennie de consolidation continue de l'Union européenne depuis 1993, ces écrits répondent aussi aux événements géopolitiques des années 1990 – l'effondrement de l'Union soviétique, et l'émergence d'un monde unipolaire. Dans le même temps, ils annoncent le rôle croissant de l'Europe dans le monde après les grands élargissements des années 2000. Manners, inspiré directement par Duchêne, envisageait en effet cette « normativité » à deux niveaux. Premièrement, « normatif » au sens d'une extension des valeurs du pouvoir civil à l'acquis communautaire et à l'acquis politique de l'intégration européenne – les normes fondamentales identifiées par Manners étaient la paix, la liberté, la démocratie, l'État de droit et les droits de l'homme³. Deuxièmement, « normatif » au sens d'une « capacité de définir ce qui est considéré comme “normal” dans la politique mondiale⁴ ».

Tout comme les imaginaires articulés par Galtung et

1. *Ibid.*, p. 21.

2. Ian Manners, « Normative Power Europe : A Contradiction in Terms ? », *Journal of Common Market Studies*, 2002, 40 (2), p. 235-258.

3. *Ibid.*, p. 242.

4. *Ibid.*, p. 253.

Duchêne au début des années 1970, les travaux de Manners et la vision géopolitique qu'ils ont inspirée (dans les milieux universitaires comme dans les cercles politiques) étaient en grande partie le produit de leur époque. De même, c'est également la baisse d'attractivité des États-Unis sous la présidence de George W. Bush dans le contexte de la guerre contre le terrorisme qui a donné l'impulsion à l'émergence de nouvelles visions géopolitiques pour l'Europe¹.

LE DÉCROCHAGE TRANSATLANTIQUE :
L'EUROPE GÉOPOLITIQUE
APRÈS LE 11-SEPTEMBRE

« [L'Europe] entre dans un paradis post-historique de paix et de prospérité relative, la réalisation de la "paix perpétuelle" de Kant. Les États-Unis, quant à eux, restent embourbés dans l'histoire, exerçant leur pouvoir dans un monde hobbesien anarchique². »

Cette caractérisation par Robert Kagan du « Paradis [européen] et de la puissance [américaine] », pour reprendre le titre de son livre paru en 2003, a parfaitement saisi les géographies imaginaires du pouvoir à l'ère post-11-Septembre chez les néoconservateurs américains. La disparité de pouvoir identifiée par Kagan était loin

1. Stuart Elden et Luiza Bialasiewicz, « The New Geopolitics of Division and the Problem of a Kantian Europe », *Review of International Studies*, 32(4), 2006, p. 623-644 ; Luiza Bialasiewicz, « The Uncertain State(s) of Europe ? », *European Urban and Regional Studies*, 15 (1), 2008, p. 71-82.

2. Robert Kagan, *Of Paradise and Power : America and Europe in the New World Order*, Londres, Atlantic Books, 2003, p. 1.

d'être nouvelle : elle avait à bien des égards défini l'ordre transatlantique d'après-guerre et le projet européen naissant. La fin de la guerre froide n'aurait fait qu'accentuer ce « splendide isolement », les États-Unis n'ayant d'autre choix que de prendre le rôle de leader mondial qu'une Europe « post-historique » ne pouvait – et ne voulait – pas assumer. Si les Européens, soutenait-il, étaient incapables de « penser globalement », c'est parce qu'ils n'avaient pas l'imaginaire géopolitique d'une grande puissance.

Cet assaut symbolique contre l'Union par les néoconservateurs américains pendant la présidence de George W. Bush a fourni une ouverture importante pour réimaginer le rôle géopolitique de l'Union. Comme l'ont fait valoir Jacques Derrida et Jürgen Habermas à la veille de l'invasion de l'Irak en 2003, la guerre a imposé un « moment d'euro-organisation¹ ». Selon eux, la réaction européenne contre la guerre était perçue comme une prise de position ferme contre le rôle des États-Unis au Moyen-Orient et donc l'émergence – là aussi, pour la première fois – d'une vision et d'un rôle géopolitique alternatifs pour l'Europe dans le monde.

Une autre voix importante dans les débats de 2003 visant à repenser le sujet géopolitique européen fut celle du philosophe politique Étienne Balibar. Dans son livre *L'Europe, l'Amérique, la Guerre*, il suggérait que l'Europe devait rejeter les identités géopolitiques essentialisées et les divisions civilisationnelles inscrites dans la guerre contre le terrorisme et reconquérir le rôle de « médiateur évanescent ». En se constituant comme un nouveau sujet politique, l'Europe

1. Jürgen Habermas et Jacques Derrida, « Europe : plaidoyer pour une politique extérieure commune », *Libération*, 31 mai 2002.

devrait donc se concentrer sur le « jeu des “illusions et des miroirs” dans lequel elle est imaginée par les autres – et s’imagine elle-même dans le regard des autres¹ ».

Le « vertige géopolitique » provoqué par la guerre contre le terrorisme a donc fait comprendre aux Européens, et ce malgré d’importants désaccords entre l’Est et l’Ouest que, pour la première fois, il était nécessaire de définir une identité géopolitique de l’Europe en termes clairs. Les visions idéales de philosophes comme Habermas, Derrida et Balibar se sont également traduites dans des tentatives d’institutionnaliser le rôle mondial possible de l’Union. Dans un livre publié fin 2005 par le groupe de réflexion DEMOS au Royaume-Uni et intitulé de manière séduisante *Why Europe Will Run the 21st Century*, Mark Leonard renversait la caractérisation de Robert Kagan en soulignant ce qu’il appelait le « pouvoir de la faiblesse » de l’Europe : un pouvoir « invisible » et « transformateur » visant à « remodeler le monde plutôt qu’à gagner des batailles à court terme² ».

DES SPECTRES D’EMPIRE DANS LA PUISSANCE NORMATIVE

La « différence » imaginée pour l’Europe en tant qu’acteur géopolitique « normatif » par les commentateurs écri-

1. Étienne Balibar, *L’Europe, l’Amérique, la Guerre*, Paris, La Découverte, 2003. Pour une discussion plus approfondie, voir Luiza Bialasiewicz et Claudio Minca, « Old Europe, New Europe : for a Geopolitics of Translation », *Area*, 37(4), 2005, p. 365-372.

2. Mark Leonard, *Pourquoi l’Europe dominera le 21^e siècle* [2005], Paris, Plon, 2006.

vant au début des années 2000 rappelait à bien des égards la façon dont une Europe puissance « civile » était imaginée dans les années de guerre froide : dans les deux cas, en opposition à un acteur extérieur plus puissant. Tant la géopolitique des superpuissances de la guerre froide que le néoconservatisme violent des années Bush étaient constitutifs d'une « Europe dans le monde » à imaginer comme une « meilleure » alternative – plus civile, normative, collaborative et multilatérale.

Une limite importante demeurait : dans les deux imaginations, les spectres des empires européens, passés et présents, étaient peu ou pas du tout pris en compte : qu'il s'agisse de la reconnaissance de l'enchevêtrement continu des pays européens avec leurs anciennes colonies dans les années 1970, ou des pratiques néo-impériales en cours dans les relations collectives de l'Union avec le Sud dans les années 2000.

Dans le cadre d'un vaste projet de recherche sur l'« image extérieure de l'Union européenne », Sonia Lucarelli et Lorenzo Fioramonti¹ ont constaté que le rôle de l'Union vis-à-vis des pays en développement était le plus souvent critiqué pour « ses doubles standards, son protectionnisme et la poursuite vigoureuse des intérêts économiques européens² ». La bifurcation apparente entre l'attrait du « modèle géopolitique » de l'Union et le ressentiment concomitant envers sa « puissance géoéconomique » devenait une critique de ce nouveau modèle³.

1. Sonia Lucarelli et Lorenzo Fioramonti, *External Perceptions of the European Union as a Global Actor*, Abingdon, Routledge, 2009.

2. Lorenzo Fioramonti et Arlo Poletti, « Facing the Giant : Southern Perspectives on the European Union », in *Third World Quarterly* 29, 2008, p. 167-180.

3. Veit Bachman et Martin Muller (dir.), *Perceptions of the EU in Eastern*

Cette disjonction a été particulièrement marquée dans les « voisinages » étendus de l'Union, au Sud comme à l'Est. Au cours des deux dernières décennies, l'image de l'Union européenne, en tant que puissance normative et civile dans les affaires internationales, a également été profondément ternie par ses politiques de plus en plus violentes de gestion des frontières et des migrations. La plaisanterie que George W. Bush aurait dite à Romano Prodi qui lui exposait sa vision de la politique de voisinage comme des cercles concentriques de partenaires et d'amis – « Ça ressemble à l'Empire romain, Romano ! » – semble avoir trouvé un sens dans ce changement de perception. Dans l'imaginaire géopolitique de l'Union, le voisinage est désormais moins envisagé comme un « espace d'opportunités » – comme c'était le cas au début des années 2000 et au cours du mandat de la Commission Prodi – que comme un espace de dangers à contenir.

La vision géopolitique d'une autonomie stratégique « de principe » guidant l'action de l'Union européenne dans son action extérieure a toutefois subi une profonde transformation au cours des deux dernières années. La Commission von der Leyen s'est présentée dès le départ comme la première « Commission géopolitique ». Tant la présidente que le haut représentant Josep Borrell ont fait du rôle géopolitique de l'Union une priorité, en s'appuyant – mais aussi en s'écartant – de l'imaginaire géopolitique de la stratégie globale de l'Union européenne publiée en 2016.

Europe and Sub-Saharan Africa : Looking from the Outside in, Basingstoke, Palgrave, 2015.

Ce changement dans les représentations institutionnelles du rôle mondial souhaité pour l'Union est intervenu dans ce qui a été, sans aucun doute, un autre moment de « vertige géopolitique », qui a reflété directement une débauche de géopolitiques produites par les décideurs politiques nationaux ainsi qu'europeens, les universitaires et les groupes de réflexion, comme le Groupe d'études géopolitiques, ~~entre~~ ^{en} 2019 et 2020 tentant de donner un sens à certains des défis émergents. Ce contexte permet de comprendre que les visions institutionnelles de l'Union n'émergent pas dans un vide mais sont issues des développements politiques mondiaux et de l'écosystème plus large de l'expertise qui tente de leur donner un sens. Deux ans plus tard, le terme est fermement et définitivement entré dans le langage des institutions européennes. C'est un curieux retournement de la vision de Duchêne : pour que l'Union reste « européenne », l'Union devrait d'abord s'attacher à « reconquérir » sa souveraineté – et son européanité – auprès de ses rivaux mondiaux. Mais est-ce la bonne voie à suivre ?

GH, h

« CE QUI EST EUROPÉEN » :
NOUVEAUX TERMES
DE LA GÉOPOLITIQUE EUROPÉENNE

Il est frappant de constater que près de deux décennies après la guerre d'Irak/les commentateurs et les dirigeants européens semblent céder à la tentation d'imaginer le monde dans les termes hobbesiens épousés par les

GH/

néoconservateurs américains dans leur langage du pouvoir. Alors que nous entrons dans une nouvelle décennie, ce choix apparaît particulièrement inadéquat pour qualifier à la fois la nature de l'Union et le fonctionnement du pouvoir dans le monde. Ce langage et les visions géographiques sont non seulement illusoires mais apparaissent totalement inadaptés pour répondre aux menaces et aux possibilités du monde d'aujourd'hui, et surtout de demain.

Une vision géopolitique de l'Europe fondée sur des notions territorialisées de souveraineté n'a en effet plus grand sens à l'heure où les trois principaux défis qui s'offrent à nous sont le changement climatique, les transformations digitales et les menaces liées à la bio-sécurité. Certes ces fictions territorialisées peuvent être un recours utile pour tenter de localiser et de contenir temporairement les menaces ou de capter les flux – mais seulement à court terme. Ces conceptions sont fondées sur l'illusion de ce que la philosophe politique Wendy Brown a appelé « la volonté de fermeture » : un imaginaire territorial visant à protéger un intérieur supposé « bon » et « pur » des incursions d'un extérieur dangereux¹. Or comme le fait remarquer Brown, la fermeture est une marque d'échec : l'affirmation de frontières souveraines ne sert pas seulement à empêcher des éléments extérieurs d'entrer ; elle impose également des limites à ce qui se trouve à l'intérieur.

Le récit géopolitique de la récupération du contrôle souverain est donc une fiction dangereuse puisqu'elle

1. Wendy Brown, *Walled States, Waning Sovereignty*, Londres, Zone Books, 2010.

risque de limiter les possibilités d'action de l'Union. Un récit géopolitique fondé sur l'autarcie – même si elle est européenne plutôt que nationale – ne peut fonctionner que jusqu'à un certain point dans un monde interconnecté. Comment, dès lors, l'Union peut-elle s'imaginer comme un acteur géopolitique à travers une grammaire spatiale différente ? D'une certaine manière, elle possède déjà certains outils dans ce que Michel Foucher a décrit comme l'« originalité géopolitique¹ » de l'Europe en tant qu'acteur et entité qui n'a jamais été entièrement contenue par sa composante géographique, mais qui a toujours débordé des limites de ses représentations institutionnalisées.

Le pouvoir d'aujourd'hui ne fonctionne pas à travers de telles distinctions, son exercice traverse également les échelles et les territoires. Il a ainsi été pu être décrit comme relevant d'un fonctionnement « topologique » dans lequel, pour citer John Allen, « les relations de pouvoir ne sont pas tant positionnées dans l'espace ou étendues à travers lui/que composant les espaces dont elles font partie² ». Le pouvoir, dans cette conception, est ce qui permet aux acteurs « de faire sentir leur présence d'une manière plus ou moins puissante qui transcende la proximité et la distance », d'étendre leur « portée » par le biais de relations et de connexions.

La clé de la mise en œuvre de ces « topologies du pouvoir » est donc « la capacité à “brancher” des acteurs au

1. Michel Foucher, « Frontières et territoires, un complexe européen original », *Inflexions* 3(30), 2015, p. 87-94.

2. John Allen, « Topological Twists : Power's Shifting Geographies », *Dialogues in Human Geography* 1, 2011, p. 284 ; voir également John Allen, *Topologies of Power : Beyond Territory and Networks*, Londres, Routledge, 2016.

processus de circulation et d'étendre ainsi progressivement le réseau par leur enrôlement successif ». Le rôle de ceux que Bruno Latour¹ a appelés des « médiateurs » et des « intermédiaires » est crucial dans ce processus d'inscription et de connexion, les uns et les autres travaillant de différentes manières à « maintenir constant un monde mobile ». Plus les connexions sont durables, plus les inscriptions sont successives et plus les interactions sont étendues, plus le « pouvoir d'association » est grand dans les réseaux étendus². Allen le définit comme un « pouvoir d'atteindre » qui permet aux acteurs de faire sentir leur présence de manière plus ou moins puissante, transcendant une géographie de distances fixes et de proximités bien définies.

Concevoir la géopolitique du pouvoir en termes topologiques ne remet pas en cause le rôle permanent du pouvoir territorial, mais ce n'est pas là que doit résider son « originalité géopolitique », le fameux « pouvoir » de l'Union européenne. Si les revendications de souveraineté n'impliquent pas uniquement des revendications territoriales, toutes les revendications de souveraineté sont, à un degré ou à un autre, territoriales. Ce sont des revendications d'être autorisé et capable de gouverner et de déterminer les règles applicables à l'intérieur d'un certain territoire et sur une certaine population, ce qui inclut également, dans l'aspiration du moins, la capacité de gouverner les flux économiques et financiers.

l
a /

Or la Communauté européenne est née comme une puissance relationnelle et médiatrice : c'est là que réside sa véritable vocation géopolitique. Elle est le « médiateur »

1. Bruno Latour, *Changer de société, refaire la sociologie*, La Découverte, 2007.
2. *Ibid.*, p. 294.

par excellence, à la fois dans le sens donné à ce terme par la théorie latourienne de l'acteur-réseau, mais aussi dans un sens plus large, esquissé par Étienne Balibar au début des années 2000. Ce dernier affirmait dans son ouvrage déjà cité qu'en tant qu'acteur géopolitique, l'Europe ne pouvait être qu'un « médiateur » parce qu'il n'existait pas et qu'il ne pouvait exister d'identité européenne singulière qui pût être délimitée et distinguée de manière essentielle des autres identités. C'est qu'il n'existe pas de frontières absolues entre un espace européen historiquement et culturellement constitué et les espaces qui l'entourent. La tâche de l'Union européenne ne devrait donc pas consister à tracer et à protéger les contours de l'Europe, mais plutôt à « reconnaître l'Europe partout où elle se trouve » et donc à protéger ces valeurs, ces droits, ces croyances, pas seulement à l'intérieur de ses frontières. La tâche de l'Europe ne devrait donc pas être de protéger et de reconquérir la place d'une « Europe souveraine » dans le monde, mais de protéger et de reconquérir « ce qui est européen » dans le monde.

G /

Les discours actuels sur la « souveraineté stratégique » européenne peuvent être utiles pour soutenir des visions géopolitiques rassurantes qui articulent des dangers spécifiques et les situent dans l'espace¹. Mais dans le vertige de notre époque, tout n'est pas territorialisé. Une gouvernance réussie repose sur une compréhension relationnelle, voire topologique comme nous l'avançons, de la manière dont les géographies de la vulnérabilité d'aujourd'hui et de

1. Gilles Gressani, Mathéo Malik, « Qu'est-ce que la souveraineté stratégique ? Une conversation avec Franziska Brantner », *le Grand Continent*, 15 décembre 2021.

demain nous contraignent ensemble, à travers les échelles. Penser le rôle de l'Europe comme un « médiateur » dans ces géographies connectées semble une piste bien plus fructueuse – voire même, pourquoi pas, un vecteur de puissance.

CH